CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
11 -07- 1990
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, dixième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 14 juin 1990, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge", a donné le 2 juillet 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tiende kamer, op 14 juni 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 28 juni 1984 betreffende sommige aspecten van de toestand van de vreemdelingen en houdende invoering van het Wetboek van de Belgische nationaliteit", heeft op 2 juli 1990 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Le projet tend à modifier principalement le Code de la nationalité belge et, accessoirement, les articles 569 et 628 du Code judiciaire.

La volonté du législateur dans la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge a été de faire d'une partie du dispositif un code ayant sa numérotation propre.

L'intitulé devrait donc être rédigé comme suit :

"Loi modifiant le Code de la nationalité belge et les articles 569 et 628 du Code judiciaire".

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. Il ne convient pas de diviser un article en paragraphes lorsqu'aucun de ceux-ci ne compte au moins deux alinéas.

2. Pour le motif exposé à propos de l'intitulé, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 11 du Code de la nationalité belge est remplacé par la disposition suivante :".

3. Les paragraphes 1er et 2 (devenant les alinéas 1er et 2) de l'article 11 en projet règlent l'attribution de plein droit de la nationalité belge à l'enfant né d'un auteur "immigré de la deuxième génération" et à l'enfant adopté par un tel auteur si celui-ci a eu sa résidence principale en Belgique pendant les cinq années précédant, selon le cas, la naissance de l'enfant ou la date à laquelle l'adoption a produit ses effets.

Selon le texte français du paragraphe 3 (devenant l'alinéa 3), lorsque la filiation à l'égard d'un auteur, "immigré de la deuxième génération" répondant à la condition de résidence fixée au paragraphe 1er, est établie après une adoption, la nationalité belge n'est attribuée à l'enfant que si "la" filiation est établie à l'égard de l'adoptant ou du conjoint de celui-ci. Selon le texte néerlandais du projet, la nationalité est attribuée si "cette" ("die") filiation est établie à l'égard de l'adoptant ou du conjoint de celui-ci. Lu à la lettre, le texte français pourrait signifier que si la filiation est établie à l'égard de l'adoptant (ou du conjoint de celui-ci) et à l'égard d'une autre personne que l'adoptant ou son conjoint, il n'y aurait pas lieu d'appliquer le paragraphe 1er. D'après les délégués du ministre, telle n'est pas l'intention des auteurs du texte.

Il conviendrait donc, dans le texte français, de remplacer les termes "si la filiation est établie" par les mots "si cette filiation est établie".

Telle est d'ailleurs la formulation qui a été retenue dans l'article 8, § 3, du Code lui-même.

.../...

Article 2.

Observation générale.

Suivant le commentaire que l'exposé des motifs fait de cet article (p. 12), "au cas où les auteurs s'abstiendraient de faire la déclaration ..., l'enfant pourrait lui-même y procéder entre 18 ans et 22 ans";

Le texte du projet ne contient rien de semblable.

Pour les délégués du ministre, il ne s'agit pas de la déclaration d'option visée aux articles 13 à 15 du Code de la nationalité belge. Les dispositions en projet ne préjudicient pas à la possibilité d'option; elles sont différentes. Le passage précité de l'exposé des motifs renverrait à la procédure de déclaration prévue à l'article 4 du projet. Ce dernier article règle cependant la situation de l'étranger ayant atteint l'âge de dix-huit ans mais âgé de moins de trente ans et non de moins de vingt-deux ans comme il est indiqué à trois reprises dans l'exposé des motifs (pp. 8, 12 et 13). L'âge limite à prendre en considération, selon les délégués du ministre, est bien celui de trente ans.

L'exposé des motifs devra être revu sur ce point pour prévenir toute confusion.

Observations particulières.

Paragraphe 1er.

1. Le texte français crée l'équivoque sur le point de savoir si la déclaration doit être faite avant que l'enfant ait atteint l'âge de douze ans ou si c'est l'attribution de la nationalité belge qui ne peut se réaliser que si l'enfant a moins de douze ans.

Le texte néerlandais fait apparaître que c'est la première hypothèse qui correspond à l'intention des auteurs du projet. A l'imitation de ce texte, il faudra donc écrire en français ce qui sera proposé après l'observation n° 3.

2. Tel qu'il est rédigé, le texte ne permet pas de déterminer qui fait la déclaration dans certaines situations. Ainsi, en application de l'article 348 du Code civil, il est possible, d'une part, que la filiation soit établie à l'égard des deux auteurs de l'enfant et, d'autre part, que l'enfant ait été adopté. Qui fait, dans ce cas, la déclaration ? Les délégués du ministre ont marqué leur accord sur la solution réservant aux adoptants le pouvoir de faire la déclaration.

3. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est écrit : "devient Belge" plutôt que "est Belge", alors que l'hypothèse du paragraphe est celle d'un

.../...

enfant né en Belgique (cfr les articles 10 et 11 du Code qui règlent l'attribution de la nationalité belge en raison de la naissance en Belgique, par opposition à l'article 9 qui règle l'attribution de cette nationalité par adoption).

Le texte suivant est proposé :

"§ 1er. Est Belge l'enfant né en Belgique, dont les auteurs ou, en cas d'adoption, les adoptants font avant qu'il n'ait atteint l'âge de douze ans une déclaration réclamant pour lui l'attribution de la nationalité belge, conformément au présent article ... (la suite comme au projet)".

Paragraphe 2.

1. Une seule déclaration est faite conjointement par les deux auteurs ou adoptants. Le cas où la filiation de l'enfant n'est établie qu'à l'égard d'un de ses auteurs et celui de l'enfant adopté par une seule personne est prévu à l'alinéa 3. Qu'en est-il si la filiation de l'enfant est établie à l'égard d'un seul auteur, qui n'est ni l'adoptant ni le conjoint de celui-ci, et que l'enfant soit adopté ? D'après les délégués du ministre, il se déduit de la solution retenue pour le paragraphe 1er, solution qui réserve aux adoptants le pouvoir de faire la déclaration, que celle-ci est faite par l'adoptant ou les adoptants. Si telle est bien l'intention des auteurs du texte, il conviendra de compléter le paragraphe 2 par un alinéa qui sera proposé après l'observation n° 3.

2. Il convient d'éviter l'emploi du verbe "devoir" dans l'alinéa 1er comme dans toute disposition normative.

3. L'ensemble du paragraphe gagnerait à énoncer plus clairement les différentes hypothèses de désignation des déclarants. Ces hypothèses devraient être annoncées dès l'alinéa 1er afin de rendre plus explicites les deux alinéas suivants.

L'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Lorsque la filiation de l'enfant est établie à l'égard de ses auteurs, la déclaration est faite conjointement par ceux-ci. S'il a été adopté par deux personnes, elle est faite conjointement par les deux adoptants".

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"Toutefois, si l'un des auteurs ou l'un des adoptants est décédé, s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté ou s'il a été déclaré absent, la déclaration de l'autre auteur ou de l'autre adoptant suffit".

Le Conseil d'Etat suggère de supprimer, dans l'alinéa 2, les mots "n'a aucune demeure connue" qui lui paraissent, outre leur caractère imprécis et peu habituel dans les textes juridiques, devoir être une source de complications.

.../...

En effet, puisque les auteurs ou les adoptants doivent avoir eu, selon le paragraphe 1er, deuxième phrase, "leur résidence principale en Belgique durant les dix années précédant la déclaration", le défaut de "demeure connue" ne va-t-il pas constituer un obstacle à la recevabilité même de la déclaration ? Certes, il semble que le projet ait entendu viser la situation de pur fait dans laquelle se trouverait celui des auteurs ou des adoptants qui entendrait faire, peut-être d'urgence en raison de la proximité de l'échéance des douze ans de l'enfant, une déclaration malgré l'éloignement temporaire de celui ou de celle qui aurait dû en principe s'y joindre. On peut cependant se demander si dans cette hypothèse la preuve de ces circonstances exceptionnelles ne va pas être pratiquement impossible à fournir. De surcroît, il existe une discordance entre le texte néerlandais et le texte français, le premier recourant à la notion juridique de "résidence" et le second y substituant la notion différente et d'ailleurs purement matérielle de "demeure".

L'alinéa 3 serait rédigé plus clairement de la manière suivante :

"Lorsque la filiation de l'enfant n'est établie qu'à l'égard d'un de ses auteurs ou si l'enfant n'a été adopté que par une seule personne, la déclaration est faite par cet auteur ou cet adoptant. Toutefois, si l'adoptant est le conjoint de l'auteur, la déclaration est faite par les deux intéressés".

Paragraphe 3.

La référence à l'article 22, § 4, du Code de la nationalité belge, qui apparaît dans plusieurs dispositions du projet, vise la modalité de l'inscription dans le registre prévu à l'article 25 de ce Code et celle de la mention en marge de l'acte de naissance.

A l'alinéa 4, les délégués du ministre ont marqué leur accord pour que le texte prévoie que l'officier de l'Etat civil inscrive "d'office" la déclaration puisque, par hypothèse, le procureur du Roi n'a pas agi pendant le délai fixé par la disposition et que l'officier de l'Etat civil connaît la date d'expiration de ce délai. Il y a donc lieu de remplacer les mots "la déclaration est inscrite" par les mots "la déclaration est inscrite d'office". La même observation vaut pour l'article 12bis en projet, § 2, alinéa 4 (article 4 du projet).

Il conviendrait en outre que le texte prévoie la notification par l'officier de l'Etat civil de l'inscription au déclarant.

Paragraphe 4.

Dans le texte français du paragraphe 4, alinéas 1er et 3, il n'est pas correct de placer entre parenthèses les signes du pluriel. Mieux vaudrait écrire "au déclarant ou aux déclarants" comme en néerlandais.

L'alinéa 2 n'assigne aucun délai au procureur du Roi pour saisir le tribunal de première instance de son opposition. Cette solution n'est pas en harmonie avec l'alinéa 2 du paragraphe 3 qui impose un délai de deux mois à ce magistrat pour former son opposition. La discordance pourrait être évitée en imposant au procureur du Roi, dans le même délai de deux mois, de faire opposition, de saisir le tribunal de première instance de son opposition et de procéder aux notifications prévues à l'alinéa 4.

Si cette solution était retenue, les mots "à la demande du procureur du roi et" devraient être omis au deuxième alinéa.

Paragraphe 5.

Les mots "ainsi que la déclaration visée au § 1er" peuvent être omis. La même observation vaut pour l'article 12bis en projet, § 4 (article 4 du projet). Pourquoi en effet envoyer à l'officier de l'Etat civil une déclaration qu'il a déjà reçue en vertu de l'article 11bis en projet, § 3, alinéa 1er, et qu'il a dû conserver pour pouvoir l'inscrire d'office pour le cas où le procureur du Roi n'aurait pas agi dans le délai prévu à l'article 11bis en projet, § 3, alinéa 4. Seule une copie de la déclaration a été envoyée par l'officier de l'Etat civil au parquet, sur la base de l'article 11bis en projet, § 3, alinéa 1er.

Article 3.

Dans le texte français, on écrira à deux reprises "section première". La même remarque vaut pour la phrase liminaire de l'article 4.

Il serait préférable de consacrer une section distincte à l'acquisition de la nationalité belge par déclaration car, bien que les effets de la déclaration et de l'option soient assez semblables, les conditions et les procédures sont différentes de sorte que l'insertion de ces deux procédés d'acquisition dans une même section heurterait les formes jusqu'ici respectées par le Code.

La disposition suivante est dès lors proposée :

"Il est inséré dans le chapitre III du même Code une section première intitulée :

Section première. Acquisition de la nationalité belge par déclaration de nationalité.

Les sections première, 2, 3 et 4 du même chapitre sont numérotées respectivement 2, 3, 4 et 5".

Article 4.

A la fin du paragraphe 1er de l'article 12bis en projet, il y a lieu d'écrire "déclaration conformément au paragraphe 2 du présent article".

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Pour le surplus, l'article 12bis en projet appelle les mêmes observations que l'article 11bis en projet.

Article 6.

La phrase liminaire du paragraphe 1er doit être écrite comme suit :

"L'article 569, alinéa 1er, 22°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 28 juin 1984, est remplacé par ...".

Au paragraphe 2, il convient d'écrire :

"L'article 628, 9°, du même Code, modifié par la loi du 28 juin 1984 ... (la suite comme au projet).

OPSCHRIFT.

Met het ontwerp zit de bedoeling voor om in hoofdorde het Wetboek van de Belgische nationaliteit te wijzigen en, in bijkomende orde, de artikelen 569 en 628 van het Gerechtelijk Wetboek.

In de wet van 28 juni 1984 betreffende sommige aspecten van de toestand van de vreemdelingen en houdende invoering van het Wetboek van de Belgische nationaliteit heeft de wetgever van een gedeelte van het dispositief een wetboek met eigen nummering willen maken.

Het opschrift zou bijgevolg als volgt moeten worden geredigeerd :

"Wet tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van de artikelen 569 en 628 van het Gerechtelijk Wetboek".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden ingedeeld wanneer geen van die paragrafen niet ten minste twee leden bevat.

.../...

2. Om de reden die uiteengezet is in verband met het opschrift, moet de inleidende volzin als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 11 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wordt vervangen door de volgende bepaling :".

3. De paragrafen 1 en 2 (die het eerste en het tweede lid worden) van het ontworpen artikel 11 regelen de toekenning van rechtswege van de Belgische nationaliteit aan het kind geboren uit een ouder die een "migrant van de tweede generatie" is, en aan het kind dat geadopteerd is door zo'n ouder indien deze zijn hoofdverblijf in België heeft gehad gedurende de vijf jaren, voorafgaande, naar gelang van het geval, aan de geboorte van het kind of aan de datum waarop de adoptie uitwerking heeft gehad.

Volgens de Franse tekst van paragraaf 3 (die het derde lid wordt), wordt, wanneer de afstamming ten aanzien van een ouder, "migrant van de tweede generatie", die voldoet aan de in paragraaf 1 gestelde voorwaarde van verblijf, wordt vastgesteld na een adoptie, de Belgische nationaliteit aan het kind alleen toegekend indien de ("la") afstamming wordt vastgesteld ten aanzien van de adoptant of diens echtgenoot. Volgens de Nederlandse tekst van het ontwerp wordt de nationaliteit verleend indien die ("cette") afstamming wordt vastgesteld ten aanzien van de adoptant of diens echtgenoot. Letterlijk zou de Frans tekst kunnen betekenen dat indien de afstamming wordt vastgesteld ten

.../...

aanzien van de adoptant (of van diens echtgenoot) en ten aanzien van een andere persoon dan de adoptant of diens echtgenoot, er geen grond zou zijn om paragraaf 1 toe te passen. Volgens de gemachtigden van de Minister is zulks niet de bedoeling van de stellers van de tekst.

In de Franse tekst zouden de woorden "si la filiation est établie" bijgevolg moeten worden vervangen door de woorden "si cette filiation est établie".

Dat is trouwens de formulering die in aanmerking genomen is in artikel 8, § 3, van het Wetboek zelf.

Artikel 2.

Algemene opmerking.

Volgens de commentaar bij dat artikel in de memorie van toelichting (blz. 9), zal "bij niet optreden van de ouders, het kind zelf tussen de leeftijd van 18 en 22 jaar de verklaring ... kunnen afleggen".

Een soortgelijke bepaling staat niet in de tekst van het ontwerp.

Voor de gemachtigden van de minister gaat het niet om de verklaring van nationaliteitskeuze, bedoeld in de artikelen 13 tot 15 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit. De ontworpen bepalingen doen geen afbreuk

.../...

aan de mogelijkheid van nationaliteitskeuze; ze zijn van een andere aard. De voormelde passus uit de memorie van toelichting zou verwijzen naar de procedure van de nationaliteitsverklaring bepaald in artikel 4 van het ontwerp. Dit artikel regelt evenwel de toestand van de vreemdeling die de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt maar minder dan dertig jaar oud is, en niet minder dan tweeëntwintig jaar, zoals tot driemaal toe wordt aangegeven in de memorie van toelichting (blz. 6 en 9). De leeftijdsgrens die volgens de gemachtigden van de minister in aanmerking moet worden genomen is wel degelijk dertig jaar. De memorie van toelichting zal in dat opzicht moeten worden herzien om elke verwarring te voorkomen.

Bijzondere opmerkingen.

Paragraaf 1.

1. De Franse tekst doet een misverstand ontstaan over de vraag of de verklaring moet worden afgelegd voordat het kind de leeftijd van twaalf jaar bereikt heeft dan wel of het de toekenning van de Belgische nationaliteit is die eerst kan geschieden als het kind jonger dan twaalf jaar is.

Uit de Nederlandse tekst blijkt dat de eerste veronderstelling strookt met de bedoeling van de initiatiefnemers van het ontwerp. In navolging van die tekst zou dus in de Franse tekst moeten worden geschreven wat hieronder zal worden voorgesteld na opmerking nr. 3.

.../...

2. Zoals de tekst geredigeerd is, maakt hij het niet mogelijk te bepalen wie de verklaring aflegt in bepaalde omstandigheden. Zo is het met toepassing van artikel 348 van het Burgerlijk Wetboek mogelijk, enerzijds, dat de afstamming wordt vastgesteld ten aanzien van de twee ouders van het kind en, anderzijds, dat het kind geadopteerd is. Wie legt in dat geval de verklaring af ? De gemachtigden van de minister hebben ingestemd met de oplossing die de bevoegdheid om de verklaring af te leggen toebedeelt aan de adoptanten.

3. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom "Belg wordt" wordt geschreven, in plaats van "Belg is", terwijl de hypothese van de paragraaf die is van een kind dat in België geboren is (zie de artikelen 10 en 11 van het Wetboek die de toekenning van de Belgische nationaliteit op grond van de geboorte in België regelen, in tegenstelling tot artikel 9 dat de toekenning van die nationaliteit op grond van adoptie regelt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 1. Belg is het kind geboren in België, van wie de ouders of, in geval van adoptie, de adoptanten, voordat het de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt, een verklaring afleggen tot toekenning van de Belgische nationaliteit aan het kind, overeenkomstig dit artikel ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Paragraaf 2.

1. Een enkele verklaring wordt gezamenlijk afgelegd door de twee ouders of adoptanten. Het geval waarin de afstamming van het kind alleen ten aanzien van een van zijn ouders vaststaat en dat van het kind dat door één persoon wordt geadopteerd is aan de orde in het derde lid. Wat gebeurt er als de afstamming van het kind vaststaat ten aanzien van één ouder, die noch de adoptant noch diens echtgenoot is, en het kind wordt geadopteerd ? Volgens de gemachtigden van de minister kan uit de oplossing die in aanmerking genomen is voor paragraaf 1, welke oplossing de bevoegdheid om de verklaring af te leggen toebedeelt aan de adoptanten, worden afgeleid dat die verklaring wordt afgelegd door de adoptant of de adoptanten. Is dat de bedoeling van de stellers van de tekst, dan behoort paragraaf 2 te worden aangevuld met een lid, waarvoor een tekstvoorstel volgt na opmerking nr. 3.

2. Zoals in elke normatieve bepaling behoort in het eerste lid het gebruik van de werkwoorden "dienen" of "moeten" te worden vermeden.

3. De verschillende mogelijkheden om de verklaarders aan te wijzen zouden in de gehele paragraaf duidelijker moeten worden geformuleerd. Die mogelijkheden zouden reeds in het eerste lid moeten worden aangekondigd om de volgende twee leden duidelijker te maken.

.../...

Het eerste lid zou als volgt moeten worden gerediGeerd :

"Wanneer de afstamming van het kind vaststaat ten aanzien van zijn ouders, wordt de verklaring door hen gezamenlijk afgelegd. Is het door twee personen geadopteerd, dan wordt ze door de twee adoptanten gezamenlijk afgelegd".

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"Indien echter een van de ouders of een van de adoptanten overleden is, indien hij zich in de onmogelijkheid bevindt zijn wil te kennen te geven of indien hij afwezig verklaard is, volstaat de verklaring van de andere ouder of van de andere adoptant".

De Raad van State geeft in overweging in het tweede lid de woorden "geen bekend verblijf heeft" te schrappen. Die woorden zijn immers niet alleen vaag en weinig gebruikelijk in juridische teksten, maar bovendien schijnen ze onvermijdelijk moeilijkheden te zullen meebrengen.

Zal immers, aangezien de ouders of de adoptanten, volgens paragraaf 1, tweede volzin, "gedurende de tien voorafgaande jaren, hun hoofdverblijf in België moeten hebben gehad, de ontstentenis van "bekend verblijf" niet een hinderpaal vormen voor de ontvankelijkheid zelf van de verklaring ? Voorzeker heeft het ontwerp blijkbaar willen doelen op de louter feitelijke toestand waarin zich die ouder of

die adoptant zou bevinden die, wellicht met spoed, omdat het kind de leeftijdsgrens van twaalf jaar nadert, een verklaring zou willen afleggen, ondanks de tijdelijke afwezigheid van de andere ouder of adoptant die in beginsel de verklaring mede zou hebben moeten afleggen. Men kan zich echter afvragen of het bewijs van die buitengewone omstandigheden in dat geval niet vrijwel onmogelijk te leveren zal zijn. Daarenboven is er discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst, in die zin dat in de eerstgenoemde gewerkt wordt met het rechtsbegrip "verblijf" en in de laatstgenoemde het verschillende en trouwens louter materiële begrip "wonen" hiervoor in de plaats gesteld wordt.

Het derde lid zou duidelijker zijn indien het als volgt werd gesteld :

"Wanneer de afstamming van het kind slechts ten aanzien van één van zijn ouders vaststaat of wanneer het kind slechts door één persoon is geadopteerd, wordt de verklaring door die ouder of adoptant afgelegd. Is de adoptant evenwel de echtgenoot van de ouder, dan wordt de verklaring door de beide belanghebbenden afgelegd".

Paragraaf 3.

De verwijzing naar artikel 22, § 4, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, die in verscheidene bepalingen van het ontwerp voorkomt, doelt op de regel dat de verklaring wordt ingeschreven in het register genoemd in

.../...

artikel 25 van dat Wetboek en op de regel dat de verklaring vermeld wordt op de kant van de geboorteakte.

Ten aanzien van het vierde lid hebben de gemachtigden van de minister er hun instemming mee betuigd opdat in de tekst zou worden bepaald dat de ambtenaar van de burgerlijke stand de verklaring "ambtshalve" inschrijft omdat volgens de veronderstelling de procureur des Konings niet gehandeld heeft tijdens de door de bepaling gestelde termijn en de ambtenaar van de burgerlijke stand de datum van ommekomst van die termijn kent. De woorden "wordt de verklaring ingeschreven" dienen dus te worden vervangen door de woorden "wordt de verklaring ambtshalve ingeschreven". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 12bis, § 2, vierde lid (artikel 4 van het ontwerp).

Het zou bovendien aanbeveling verdienen in de tekst te bepalen dat de ambtenaar van de burgerlijke stand degene die de verklaring heeft gedaan kennis geeft van de inschrijving.

Paragraaf 4.

In de Franse tekst van paragraaf 4, eerste en derde lid, is het niet correct de meervoudsaanduidingen tussen haakjes te plaatsen. Het zou beter zijn te schrijven "au déclarant ou aux déclarants", zoals in het Nederlands.

Het tweede lid stelt geen enkele termijn waarbinnen de procureur des Konings zijn verzet bij de rechtbank

.../...

van eerste aanleg kan aanbrengen. Die regeling is niet in overeenstemming met het tweede lid van paragraaf 3, dat die magistraat een termijn van twee maanden oplegt om verzet aan te tekenen. De discrepantie zou vermeden kunnen worden door de procureur des Konings dezelfde termijn van twee maanden op te leggen om verzet aan te tekenen, zijn verzet bij de rechtbank van eerste aanleg aan te brengen en de in het vierde lid bepaalde kennisgevingen te doen.

Wordt die oplossing gekozen, dan zouden in het tweede lid de woorden "op vordering van de procureur des Konings en" moeten vervallen.

Paragraaf 5.

De woorden "samen met de in § 1 bedoelde verklaring" kunnen vervallen. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 12bis, § 4 (artikel 4 van het ontwerp). Om welke reden zou immers aan de ambtenaar van de burgerlijke stand een verklaring worden gezonden die hij al ontvangen heeft krachtens het ontworpen artikel 11bis, § 3, eerste lid, en die hij heeft moeten bewaren om haar ambtshalve te kunnen inschrijven voor het geval dat de procureur des Konings niet gehandeld zou hebben binnen de termijn bepaald in het ontworpen artikel 11bis, § 3, vierde lid. De ambtenaar van de burgerlijke stand heeft alleen een afschrift van de verklaring aan het parket gezonden, op grond van het ontworpen artikel 11bis, § 3, eerste lid.

Artikel 3.

In de Franse tekst behoort men tweemaal "Section première" te schrijven. Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende volzin van artikel 4.

Het verdient de voorkeur een afzonderlijk hoofdstuk te besteden aan het verkrijgen van de Belgische nationaliteit door nationaliteitsverklaring, want hoewel de gevolgen van de nationaliteitsverklaring en van de nationaliteitskeuze vrijwel gelijk zijn, verschillen de voorwaarden en de procedures, zodat opneming van die twee wijzen van nationaliteitsverkrijging in een zelfde hoofdstuk zich niet zou verdragen met de vormen die tot dusverre in het Wetboek in acht zijn genomen.

Derhalve wordt de volgende bepaling voorgesteld :

"In hoofdstuk III van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift :

Afdeling 1. Verkrijging van de Belgische nationaliteit door nationaliteitsverklaring.

De afdelingen 1, 2, 3 en 4 van hetzelfde hoofdstuk worden respectievelijk 2, 3, 4 en 5 genummerd".

Artikel 4.

Aan het slot van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 12bis dient te worden geschreven "door een ver-

klaring af te leggen overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel".

In het tweede lid van paragraaf 2 schrijve men : "binnen twee maanden" in plaats van "binnen de twee maanden".

Voor het overige zijn bij het ontworpen artikel 12bis dezelfde opmerkingen te maken als bij het ontworpen artikel 11bis.

Artikel 6

De inleidende volzin van paragraaf 1 dient als volgt te worden gesteld :

"Artikel 569, eerste lid, 22°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door de wet van 28 juni 1984, wordt vervangen door ...".

In paragraaf 2 schrijve men :

"Artikel 628, 9°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984 ... (voorts zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président,
de Heren : voorzitter,

P. MARTENS, conseillers d'Etat,
M. HANOTIAU, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M.-Ch. MALCORPS, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme O. DAURMONT, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. O. DAURMONT, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M.-Ch. MALCORPS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.